

On nous écrit

Cher camarade Demazières,

Je tiens d'abord à assister la « Vérité » dans la mesure de mes faibles ressources, pour deux raisons: parce qu'elle mène le combat contre le capitalisme dans la voie juste du marxisme, et parce qu'illegale, elle est persécutée et calomniée.

Je joins donc 20 francs à ce mot; c'est tout ce que je puis faire pour l'instant. Dès que possible je te ferai parvenir encore quelques chose.

J'aimerais également prendre contact avec le P.C.I. Je voudrais d'ailleurs, avant de m'engager à fond, éclaircir mes idées sur certains points et connaître la position exacte du P.C.I. en face des problèmes actuels, du P.C.F. en particulier. Je sais très bien que le P.C.I. maintient la ligne théorique du marxisme-léninisme, mais je me demande encore si sur certains points le P.C.F. n'a pas pratiquement raison. Il est vrai que les événements ne viennent guère le confirmer: l'armée et le gouvernement réactionnaires que nous avons à l'heure présente ne sont pas à la gloire des partis ouvriers.

Aussi, s'il était possible de me faire parvenir un peu de documentation, je ferais reconnaître (des numéros de la Vérité en particulier).

J'espère que la bourgeoisie n'aura pas l'audace de s'emparer du Comité directeur qui vient de se découvrir. En espérant la révolution prolétarienne, je te salue fraternellement.

Ecrivez à DEMAZIERES 9 bis, rue d'Alésia, Paris (14<sup>e</sup>).

Amis de « La Vérité »

La bourgeoisie s'efforce d'étouffer la voix de « La Vérité ». Intimidations policières auprès des imprimeurs qu'on incite au mouchardage, lenteurs calculées dans l'attribution de papier et dans la légalisation promise depuis neuf mois — tels sont les misérables trucs pour lesquels la bourgeoisie veut nous empêcher de dire la vérité aux travailleurs.

« La Vérité » ne peut vivre que par votre aide. Groupez-vous pour la défendre, pour imposer sa légalisation. Soutenez-la financièrement. Abonnez-vous et faites des abonnements. Un effort si vital est nécessaire dans ce domaine. Une campagne d'abonnements est ouverte! Nous en publions les résultats dans notre prochain numéro.

ADRESSEZ VOS MANDATS A DEMAZIERES, 9 bis, rue d'Alésia, Paris (14<sup>e</sup>).

pillon, sans pouvoir éviter l'inflation grandissante du pays au puissant impérialisme américain. Aussi vrai est-il qu'un peuple qui en opprime d'autres ne peut pas être libre.

La seule solution pour eux est de s'unir aux travailleurs coloniaux et à tous les travailleurs, pour balayer le capitalisme et instaurer les Etats-Unis Socialistes du monde. C'est la seule « grande » possible.

Les Trotskystes accusent

TILLON, ministre « communiste » a mis son passé de militant ouvrier et d'organisateur des F.T.P. au service d'une mauvaise cause. Chargé par son parti de monter une grande affaire policière contre le Parti communiste internationaliste, il n'a reculé devant aucun moyen: provocation, mouchardage, falsification policière. Son offensive foudroyante devait montrer la liaison des trotskystes avec l'Allemagne nazie, avec les doriotistes, avec le fasciste Georges Claude, leur responsabilité dans l'explosion de Grème et Rhône. On allait voir ce qu'on allait voir!

La bourgeoisie trop heureuse de l'aubaine fourbisait les armes de la répression, couvrait les calomnieux, mettait sa police à leur disposition. Cette monstrueuse alliance devait démontrer à coup sûr nos rapports avec le fascisme si l'ombre d'une preuve avait existé.

Mais l'instruction, malgré les efforts des « accusateurs », n'a rien pu retenir de semblable. Mieux encore: les provocateurs s'efforcent de faire disparaître les traces de leurs provocations, les calomnieux s'efforcent d'étouffer une affaire qui se retourne contre eux. Nous ne pensons pas qu'ils agissent par scrupule de conscience, mais parce qu'ils jugent l'opération mal engagée. C'est pourtant un fait qu'un faux document introduit par les policiers eux-mêmes dans l'appartement de Fred Zeller qu'ils perquisitionnaient a disparu du dossier de l'instruction. Qui a commis ce nouveau coup? Qui a intérêt à effacer les traces de la provocation?

Toute la lumière doit être faite sur la disparition de cette lettre fabriquée qui voulait « prouver » les rapports de Zeller avec l'ambassade d'Allemagne.

Nous sommes conscients de l'utilisation que la réaction pourrait faire de nos révélations, mais précisément de tels actes — si on les tolère — discréditent le mouvement ouvrier. Nous nous adressons encore une fois aux militants honnêtes du P.C.F. pour les mettre en garde contre la passivité devant les crimes de leurs dirigeants. Pour rogner les ailes à la campagne anti-communiste, qu'ils suivent l'exemple des ouvriers de la Lorraine (Argenteuil) qui ont fait circuler une liste de pétition pour la libération du camarade LAPOUMEYROULLE, liste couverte de plus de 400 signatures. Une main criminelle a fracturé un tiroir, détruit la liste. Mais une deuxième liste a circulé spontanément et recueilli cinq cents signatures, dont celles de nombreux militants communistes.

La bourgeoisie cherche à frapper le mouvement ouvrier en commençant par son avant-garde révolutionnaire. Empêchez vos dirigeants de prêter la main à ce travail. Envoyez des motions de protestation contre les méthodes de divisions qu'ils intro-

duisent dans la classe ouvrière. Nous devons être tous solidaires face à la répression bourgeoise.

L'instruction contre nos militants, basée primitivement sur l'accusation de « complot contre la sûreté intérieure de l'Etat » a dû lâcher rapidement du lest. Rien de notre activité, ou de notre propagande, aucun article de « La Vérité » n'est venue étayer cette thèse policière. Le magistrat instructeur, bien que subissant des pressions constantes du gouvernement et plus particulièrement du ministère de l'Air, a dû reconnaître l'absurdité des faits invoqués et se rabattre sans conviction sur le délit de diffusion « d'imprimés de nature à nuire au moral de la nation », accusation traditionnellement utilisée contre les militants communistes.

La preuve est faite: l'antitrotskysme vit de mensonges et de faux. L'antitrotskysme c'est l'anticommunisme.

Les Calomnieux ont la Parole

Nous exigeons la libération immédiate de tous nos camarades. Mais nous n'accepterons pas que l'affaire se termine dans la confusion. Pas de solution évasive, pas de « liberté provisoire » pour étouffer la vérité. Il faut aller jusqu'au bout. On a voulu prouver que les trotskystes sont des hitlériens? Eh bien, qu'on le prouve. Nous voulons un procès public où les calomnieux pourront faire leur déposition à loisir. Nous ne leur permettrons pas de se récusier. Ils ont la parole.

Des Nouvelles de nos Camarades

BRUNET et LEFEVRE, de l'usine Amiot (Colombes), livrés à la police par les chefs staliniens, ont été mis en « liberté provisoire ». « La Vérité » salue ces courageux militants victimes de la répression bourgeoise.

RIGHETTI, arrêté dans la même affaire, est encore détenu pour des simples raisons de paperasserie.

Fred ZELLER, ex-militant du Parti, arrêté à la suite d'une provocation policière, a également été mis en liberté provisoire.

PRAGER et FELSENSWALBE sont emprisonnés à la Santé, avec de nombreux F.F.I. et F.T.P. qui purgent, dans les prisons de la IV<sup>e</sup> République les condamnations infligées par Vichy. Ils ont refusé de se laisser transférer à Fresnes pour éviter la compagnie malodorante des fascistes et collaborateurs. Ils préfèrent la soupe claire de la Santé aux menus de Fresnes-Palace.

DERNIÈRE MINUTE

Malgré les pressions de M. Tillon, nos camarades Prager, Felsenwalbe et Righetti ont été mis en liberté provisoire.

Salut à ces courageux militants, victimes de la répression bourgeoise.

Toute la clarté doit être faite sur les immondes calomnies de M. Tillon et consorts. Nous ne laisserons pas étouffer l'affaire!

La lettre de Cachet

LAPOUMEYROULLE, ouvrier de la Lorraine (Argenteuil), qui fut livré à plusieurs reprises à la police et frappé par des responsables staliniens, a été interné administrativement à Versailles, sans aucun motif d'inculpation. M. Tixier, ministre « socialiste », reprend à son compte les innovations du régime de Vichy. La lettre de cachet, après une éclipse d'un siècle et demi, redeviendrait-elle une institution d'Etat?

Il convient, par ailleurs, de noter que le patron a profité de la répression pour chasser le camarade de l'usine. Voilà bien l'unité dont on parle tant: l'unité avec le patron contre les militants révolutionnaires.

Les Trotskystes et l'Air-liquide

L'« Humanité » a déclaré à plusieurs reprises que la police possédait la « preuve » d'une liaison entre les trotskystes et l'Air-liquide, société appartenant au fasciste Georges Claude. Le procès Georges Claude s'est déroulé (et s'est terminé par un verdict d'indulgence comme pour Maurras, Esteva et Cie) sans qu'apparaisse rien de semblable. Cela ne nous étonne pas. Mais qu'attend donc l'« Humanité » pour publier une rectification?

Vincent Auriol est pour la mise hors la loi des partisans de la dictature du prolétariat.

Le socialiste Vincent Auriol, ancien ministre des Finances de Blum, a une conception particulière de la démocratie. Au camarade Beaufrère, qui lui demandait de prendre position sur l'interdiction de notre réunion privée, il répondit publiquement, en substance, que nous, trotskystes, ne pouvons invoquer les libertés démocratiques, étant donné que nous voulons instaurer une dictature. En somme, Auriol approuve la répression contre les marxistes-léninistes dont le programme comporte l'instauration de la dictature du prolétariat, seule forme de la véritable démocratie pour les masses. Auriol a sur Ducloux l'avantage de la franchise et de la continuité. Cette position est sienne depuis près de trente ans.

Provocation antitrotskyste

Un délégué à la Consultative, Stibbe, qui fut militant du P.S.O.P., prétend avoir été menacé par des trotskystes. Nous démentons formellement cette accusation, mais comme rien ne permet de mettre en doute la bonne foi du camarade Stibbe, nous demandons: qui a pu monter cette provocation antitrots-

kyte, quels desseins tortueux sert-elle?

Basse police

Des renseignements nous parviennent selon lesquels les dirigeants du P.C.F. prépareraient une campagne terroriste contre notre organisation. Malgré des précisions sur les noms des cadres utilisés à ces basses œuvres auxquelles participeraient des agents du Guépéou, nous nous refusons à croire que le P.C.F. soit prêt à de telles méthodes pour éluder la critique marxiste. Cependant l'exemple des camarades grecs récemment assassinés par des équipes spéciales, et des précédents tragiques nous imposent la vigilance. Si l'« Humanité » ne dément pas, nous demandons une enquête sur ces faits.

Quoiqu'il en soit, nous réitérons solennellement le Comité central du P.C.F. en face de ses responsabilités.

Notre Comité directeur

Demazières, Beaufrère, Clemenceau, Maurice Laval, ouvrier métallurgiste.

Notre camarade Maurice Laval vient de rentrer des bagnes allemands.

En 1936, il est trésorier de la section des Jeunesses Socialistes de Montrouge. Il adhère en 1937 à la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale. Secrétaire national du C.L.A.J. en 1941-42, où il organise la lutte contre les attaques fascistes, il est arrêté le 10 mars 1944 par la brigade spéciale « antiterroriste », accusé de reconstitution d'association dissoute, de trafic d'armes en faveur de F.T.P., de trafic de cartes d'identité pour juifs et illégaux. Déporté en juin, il a connu les camps de: Neue Gamme (Hambourg), Grass Rovan (Silésie), Mathausen (Autriche), Oranienbourg (Berlin).

LA PAROLE AU PEUPLE (fin)

Révocabilité

Un argument habile a été avancé par les tenants du pouvoir présidentiel: « Une Constituante souveraine? Mais c'est la dictature! » Mais c'est la dictature! « Pour ne pas confirmer ce reproche inattendu: il faut d'abord que la Constituante soit élue au suffrage universel direct et secret par tous les hommes et les femmes à partir de 18 ans sans distinction de race ni de nationalité. Il faut ensuite que tous les délégués soient révocables à tout moment. Le peuple français sait par expérience que les promesses électorales ne sont pas tenues. Le « glissement vers la droite » qui marqua les chambres successives sous la troisième

république, était dû à l'absence de contrôle populaire sur les députés et les sénateurs, qui subissaient sans autre contre-partie que leur bonne volonté individuelle l'emprise du capital tout-puissant et de ses hauts fonctionnaires.

Révocabilité des députés! telle doit être la 1<sup>re</sup> revendication des partisans sincères de la démocratie. Révocabilité pour les électeurs eux-mêmes réunis dans les assemblées locales (et non pas leur parti, comme le propose Cogniot, car l'expérience a prouvé que les partis eux-mêmes trahissent leur programme électoral).

Pour la Constituante souveraine

Les travailleurs se félicitent de la position prise récemment par les dirigeants socialistes et communistes français. Le P.C.I. qui dès le mois de décembre 1944 prenait clairement position pour l'élection immédiate d'une Constituante souveraine, souscrit sans réserve à la déclaration du Comité d'entente socialiste-communiste en faveur: « des élections d'une assemblée constituante avant toute autre et dès octobre 1945. Souveraineté totale de cette assemblée à la fois constituante et législative. Scrutin de liste avec représentation proportionnelle intégrale, sans panachage, avec utilisation des restes sur le plan national. » Devant l'opposition quasi-unanime du pays, le gouvernement a dû renoncer à son premier projet. Il est nécessaire que les partis ouvriers qui ont traduit cette opposition, persévèrent et imposent la souveraineté populaire. Cela signifie qu'ils rompent avec tout une politique de compromis et de transaction peu susceptible de mobiliser les masses populaires pour la défense des libertés. Ainsi la déclaration du Bureau Politique du P.C.F. proclamant à l'avance que quelle que soit la solution imposée par de Gaulle et

par les douze ministres capitalistes qui assurent automatiquement sa majorité la crise ministérielle devait être évitée, donnant en fait pleins pouvoirs à de Gaulle pour bafouer la volonté populaire. Ce qu'il fit immédiatement. Il ne restait aux ministres « communistes » qu'à voter le projet et aux ministres « socialistes » qu'à abandonner leurs velléités de rompre la coalition. Le désaveu tardif des ministres du P.C.F. ne fait que mieux ressortir la veulerie et l'incohérence d'une politique attachée avant tout à l'unité avec les agents des trusts dans le gouvernement et qui prétendent en même temps faire appel au peuple. Il n'y a qu'une solution: dénoncer la menace de dictature, mobiliser les masses populaires pour une Constituante vraiment démocratique, faire appel à leur soutien enthousiaste d'un gouvernement P.S., P.C.F., C.G.T., faire surgir partout des Comités élus par quartier ayant les pouvoirs les plus étendus pour discuter et défendre la Constituante. Lorsque Saillant propose au palais de Chaillot de faire imprimer des millions de bulletins de vote pour la Constituante souveraine, il indique la voie juste: faire confiance au peuple!